

Programme de travail

2023



Penser l'Europe dans les tempêtes

La guerre en Ukraine, la rivalité sino-américaine et le changement climatique sont les trois faits majeurs mouvants qui obligent à revoir notre manière de « penser l'Europe », selon la devise de notre think tank. Notre programme de travail 2023 vise à prendre la correcte mesure de ces événements, l'impact précis de ces « tempêtes », sur l'intégration européenne et à élaborer quelques idées opérationnelles pour les affronter sur les plans géoéconomique, énergétique, social, budgétaire et, non des moindres, sur le plan démocratique.

La guerre livrée par la Russie, on le sait, n'est pas que conventionnelle mais aussi hybride, agissant sur les registres énergétique (fin des livraisons de gaz), médiatique (désinformation), numérique (cyberattaques), migratoire (instrumentalisation) et politique, pour affaiblir et diviser l'UE, qui soutient l'Ukraine. Les capacités de résilience, dont les Européens cherchent en réaction à se doter, transforment en même temps leur intégration. Elles jettent les bases d'un projet de puissance, qui veut articuler *autonomie stratégique* et ouverture comme s'y emploient nos **groupes de travail** géopolitique, migrations et sur les relations UE-Chine. L'enjeu n'est pas moins qu'empêcher la marginalisation de l'Europe.

Car la guerre n'est pas la seule tempête qu'essuie l'Union. Le durcissement du régime chinois, dont Washington veut détourner l'Occident par un découplage technologique, conduit aussi les Vingt-Sept à réviser leur relation avec ce « rival systémique », sans se laisser enfermer dans l'opposition sino-américaine. L'attitude protectionniste des Etats-Unis (loi IRA) oblige d'ailleurs les Européens, France et Allemagne en tête, à riposter au risque toutefois que ces nouvelles tensions commerciales transatlantiques ne fracturent l'Union.

Seule l'unité européenne en effet permet de peser dans ces tensions et menaces. L'échelon européen est aussi décisif pour agir face au réchauffement climatique, dont les effets se font plus palpables de saison en saison. Cette lutte de longue haleine portée par le Pacte vert européen conduit, avec la guerre en cours, à revoir notre *modèle énergétique* et donc nos modes de production et de consommation. Autrement dit, revoir notre *modèle de croissance* et inséparablement notre *modèle social*, bouleversé sous les effets conjugués des transitions écologique et numérique de nos économies, du besoin de nouvelles qualifications – 2023 sera l'Année européenne des compétences – et du vieillissement. Autant de thèmes

liés auxquels s'attaquent nos chercheurs, notamment de notre **Centre énergie**, impliqué dans plusieurs projets pluriannuels de recherche européens (Fulfill, Prospect, Referee, Sun4All) et dans une mise à jour de l'Union de l'énergie.

La refonte de nos modèles implique celle des règles les finançant. La révision des règles budgétaires, la création de nouvelles ressources propres et la mise sur pied de projets industriels européens aux investissements d'envergure figurent à l'agenda européen et à celui de notre programme de travail pour suivi, analyse et propositions.

Penser l'Europe en 2023, c'est aussi la penser au-delà des Vingt-Sept. La nouvelle perspective d'élargissement de l'Union européenne est une conséquence directe de la guerre en cours. Elle conduit notre Institut à créer en 2023 un centre dédié à ces questions, le **Centre Grande Europe**, qui développera en particulier ses activités au sujet des Balkans occidentaux. Il suivra aussi de près la Communauté politique européenne en devenir. Soutenu par la fondation Open Society, ce centre proposera publications, événements, échanges et formations. De quoi porter l'attention sur l'élargissement et sur cette partie du continent finalement si méconnue dans le débat public français.

Même si, depuis le Brexit, aucun État ne songe plus à quitter l'UE, même si les nouvelles menaces en pressent l'unité, celle-ci n'est jamais évidente. Ce qui fonde notre unité d'Européens est une quête inlassable de l'Institut Jacques Delors. L'identification juste des principes de l'état de droit et la protection contre ce qui les détourne, la définition des valeurs politiques véritablement communes à l'Union et leur portée sont les questions qui animent nos travaux sur la *démocratie libérale*, dont l'Europe se veut le creuset. Il s'agit de sonder l'impact

des tempêtes sur les murs porteurs de nos démocraties représentatives et des institutions européennes

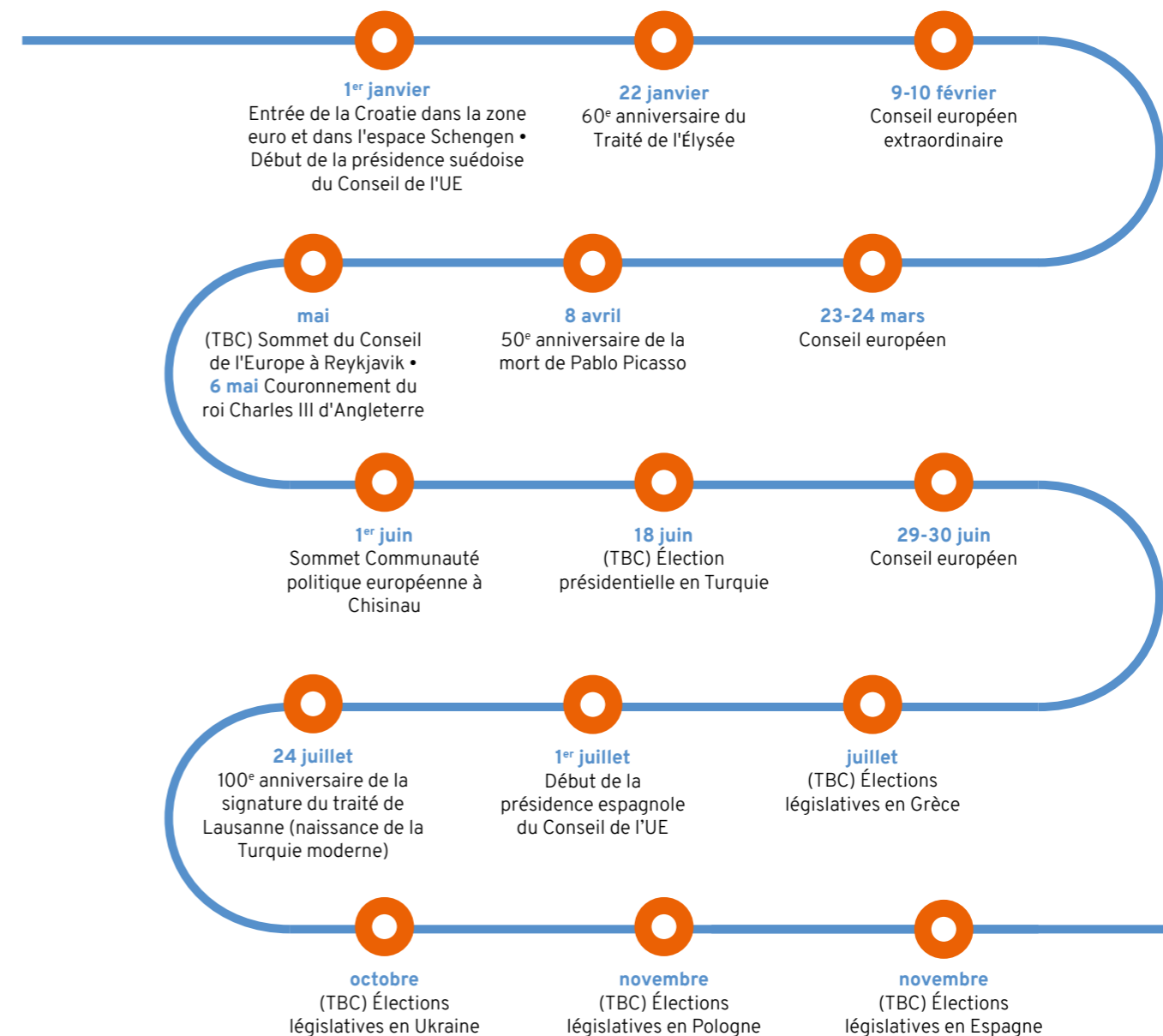
La préparation des élections européennes de 2024 comme celle de futures adhésions à l'UE, à plus lointaine échéance, interrogent sur la solidité démocratique des institutions de l'Union et sur leur gouvernabilité, en cas de crise – objet d'un autre projet de recherche, Regroup – et en vue d'une Europe élargie. Notre **Observatoire politique du Parlement européen** continuera de porter une attention particulière pour cette institution-clé, secouée par le *Qatargate*.

Dans ce lourd contexte, assoir la démocratie européenne, susciter l'esprit européen chez nos concitoyens, faire résonner le sentiment d'appartenance à l'Union au-delà de ses seules réalisations concrètes sont des desseins auxquels s'attachent aussi notre think tank. C'est pourquoi il propose un parcours formateur destiné aux 18-30 ans, sans bagage européen préalable, à travers **l'Académie Notre Europe**, qui accueille sa 6e promotion et recrutera sa 7e. La **Conférence Jacques Delors**, où est notamment annoncé le **Prix du livre Mieux comprendre l'Europe**, et d'autres propositions culturelles que nous élaborons sur l'avenir du cinéma, offrent de nouveaux rendez-vous à un public curieux de saisir les enjeux européens et désireux de s'exprimer à leur sujet, à l'occasion de nos webinaires bimensuels **Euroquestions** ainsi que nos autres séminaires et conférences.

« Penser l'Europe » ne doit jamais devenir un exercice solitaire, distant ou hors-sol. Ces interactions, que nous conduisons aussi avec nos sœurs de Berlin et de Bruxelles, doivent nous aider face aux tempêtes de 2023 à, selon l'expression de notre président Enrico Letta, « penser l'impensable ».

Sébastien Maillard, Directeur

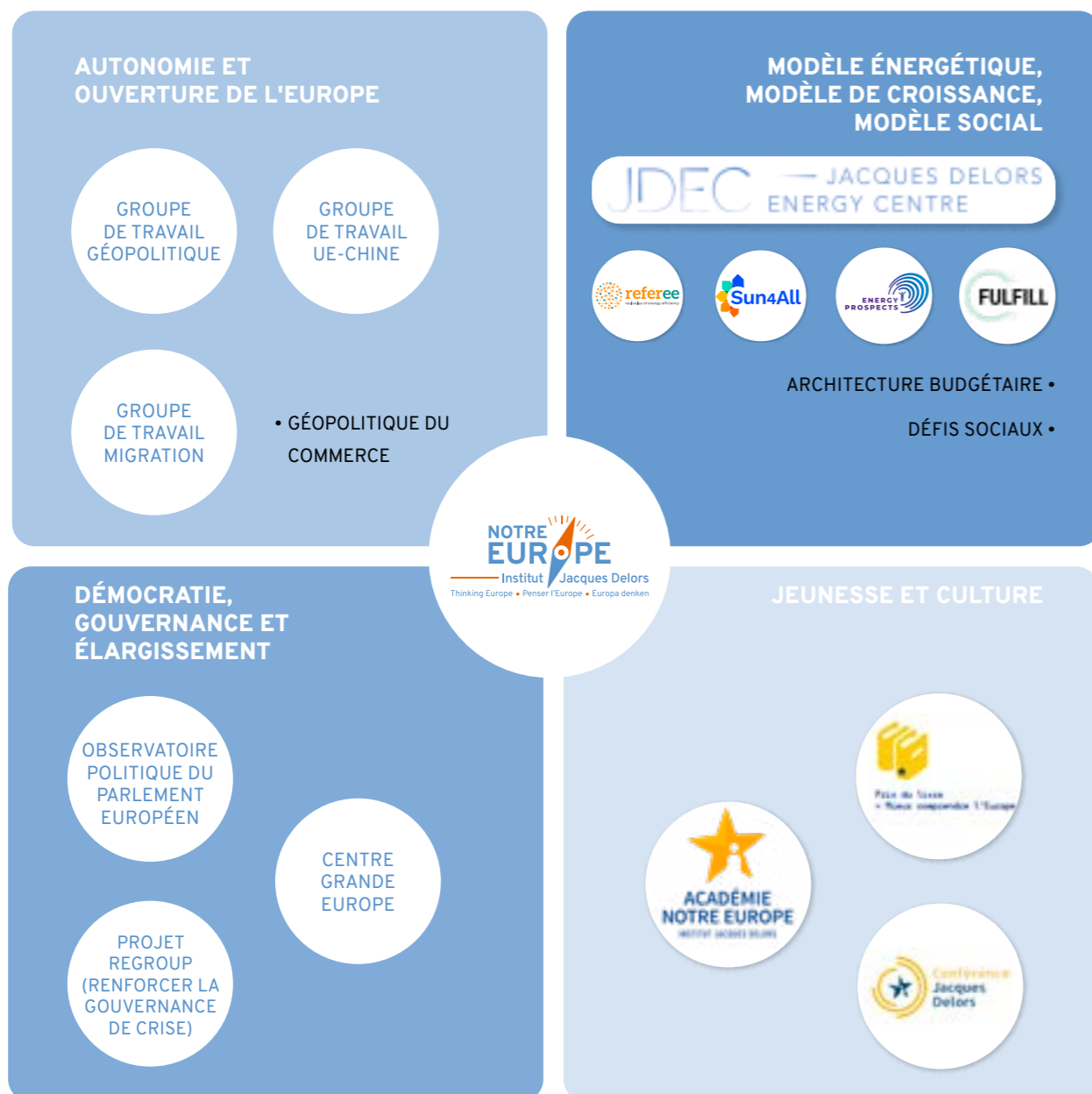
L'année européenne 2023 en 1 coup d'œil



Programme de travail 2023 en 1 coup d'œil



Autonomie et ouverture de l'Europe



Cet axe de travail couvre les questions géopolitiques graves et pressantes que posent la guerre en Ukraine, la rivalité sino-américaine et les migrations à une Union européenne en quête de sa puissance.

dépendances économiques de l'UE avec les pays tiers pour réduire ses dépendances stratégiques et sécuriser ses approvisionnements. Tandis que les Européens s'efforcent de tracer une sorte de troisième voie entre les Etats-Unis et la Chine, pour éviter de s'aligner sur l'un ou l'autre, les travaux porteront sur la **diversification des approvisionnements** (accords *ad hoc*, capacité de ratification des accords commerciaux, *friend-shoring*,...) et le **levier de la politique commerciale** pour l'autonomie stratégique de l'UE. D'autres travaux sont engagés sur les efforts de renforcement (*made in Europe*), en riposte notamment à loi américaine contre l'inflation (IRA) cf. partie II.

I La réduction des dépendances stratégiques

La confrontation des États-Unis et de la Chine, et au-delà de deux blocs que cette rivalité s'efforce de stigmatiser comme *the West versus the rest*, fait basculer l'économie mondiale dans une ère de tensions géopolitiques croissantes, qui touchent le marché européen dont 2023 marque le 30^e anniversaire. Les approvisionnements ne dépendent plus seulement du fonctionnement de l'économie de marché mais de contraintes géopolitiques qui prennent de plus en plus la forme de coercition économique. L'interdépendance commerciale est utilisée à des fins offensives. Alors qu'une poussée de nationalisme économique se développe à travers le monde, y compris aux États-Unis, notre Institut poursuivra ses travaux sur **une stratégie européenne de rééquilibrage des inter-**

I Relations UE-Chine

Alors que le XX^e Congrès du PCC a dévoilé une Chine encore plus déterminée à diverger de l'ordre libéral international et que l'Allemagne présente sa stratégie de sécurité nationale sur la Chine début 2023, notre **groupe de travail UE-Chine**, que pilote Sylvie Bermann avec Elvire Fabry, veut contribuer à la **coordination des Vingt-Sept vis-à-vis de Pékin**. Sur la base de la série d'auditions

menées à l'automne 2022, il préparera un deuxième rapport, pour publication en 2023, bâti sur des scénarios portant sur quelques enjeux clés des relations avec la Chine: Taïwan, le recalibrage de notre dépendance économique à la Chine, le découplage technologique poussé par les Etats-Unis. L'objectif du rapport est d'adresser des **recommandations pour une stratégie européenne face à la Chine**.

I Penser l'Europe géopolitique

Le **groupe de travail, créé et présidé par Nicole Gnesotto**, se concentrera sur la position que pourrait et/ou devrait adopter l'UE face aux chocs internationaux rythmant les années 2020, de la guerre aux conséquences du réchauffement climatique. Un rapport est envisagé pour le deuxième semestre afin de définir **les objectifs que devrait maintenir l'UE d'ici à 2030 pour continuer à peser sur la scène internationale**. Ce rapport se penchera, entre autres, sur la place de l'UE dans le cadre de la rivalité grandissante entre la Chine et les États-Unis, sur sa capacité à absorber les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine, ou encore sur la façon dont sa lutte contre les effets du changement climatique constitue un élément déterminant de sa vision géopolitique.

Par ailleurs, notre Institut poursuivra ses **échanges avec le think tank citoyen ouest-africain Wathi** (Dakar) sous forme de webinaires trimestriels, qui permettent un regard croisé Afrique-Europe sur des thématiques communes. Le premier dialogue en 2023 portera sur les dynamiques démographiques des "jeune" et "vieux" continents.

I Solidarité et responsabilité migratoire

En vue d'un second rapport, le **groupe de travail coordonné par Jérôme Vignon** approfondira plusieurs sujets de recherche visant à sortir de l'impasse des négociations pour un nouveau Pacte sur la migration et l'asile. L'accent sera mis sur **la définition de nouvelles dimensions de la solidarité** dépassant celles déjà mises sur la table par la Commission et le Conseil ces deux dernières années. Le groupe travaillera également sur les questions de **migration légale** et axera ses réflexions sur **l'amélioration du processus d'intégration** aux niveaux national comme européen.

Modèle énergétique, modèle de croissance, modèle social

L'UE va au devant d'hivers difficiles. Le risque de pénurie de gaz et d'électricité pose la question de la dépendance à l'égard d'une ressource devenue rare et chère et de sa répartition. Le regain d'inflation dans de nombreux pays alimente le risque de destruction d'une partie notre tissu économique et nourrit la grogne sociale. L'ère des énergies fossiles abondantes et bon marché est derrière nous, selon le constat de nombreux experts et responsables politiques européens. La sortie de crise passera par celle des énergies fossiles. Pour faire de cette transition énergétique un succès européen à la fois climatique, socio-économique et géopolitique de l'Union européenne, il est essentiel de bien articuler les mesures de court-terme (soutien des consommateurs et des entreprises vulnérables), avec les mesures de moyen à long-termes (investissements dans les énergies renouvelables, dans la rénovation thermique du bâtiment, ou encore dans des

infrastructures favorisant de nouveaux modes de transports). Ce faisant, ce sont nos modèle industriel, modèle social qu'on transforme, sous l'effet aussi de la transition numérique.

I Construire de nouveaux rapports à l'énergie

JDEC — JACQUES DELORS ENERGY CENTRE

La transition énergétique requiert une transformation sans précédent de nos économies et de nos sociétés, qui fonctionnent encore principalement avec les énergies fossiles. Cette transition ne doit pas aggraver les inégalités sociales existantes, sous peine d'être rejetée par les citoyens (mouvement des gilets jaunes en France). Il faut en faire l'opportunité d'améliorer la vie quotidienne de tous, grâce à la rénovation thermique des bâti-

ments, en repensant nos modes de mobilité ou encore en démocratisant l'accès à des moyens de production d'énergies renouvelables au niveau local. Des changements de cette ampleur nécessitent aussi une réelle participation de tous les acteurs au débat public et à la prise de décision, du simple citoyen (par exemple au travers de conventions citoyennes), aux autorités locales, en passant par les syndicats et les organisations de la société civile. De nouveaux rapports

à l'énergie sont donc nécessaires mais les faire émerger exige d'identifier les obstacles à leur déploiement. C'est tout l'objet des quatre projets de recherche européens (Horizon 2020) que notre **Centre énergie** poursuivra. Ces travaux pourront servir de base à des publications et événements propres à notre Institut, qui ambitionne aussi de mettre à jour l'idée-force de Jacques Delors d'une Union de l'énergie, au regard des mesures prises en réaction à la crise en cours.

PROSPECTS. Mieux comprendre et faire émerger la citoyenneté énergétique

Le projet H2020 EnergyPROSPECTS s'intéresse à la citoyenneté énergétique, comprise comme une construction sociale souhaitable pour organiser nos futurs systèmes énergétiques. Le projet veut faire progresser la recherche sur cette approche de l'énergie et fournir des recommandations pour faire émerger le potentiel de la citoyenneté énergétique en Europe dans le but d'atteindre les objectifs en matière d'énergie et climat.

EnergyPROSPECTS explorera 500 initiatives existantes, dont 40 cas en profondeur, pour **analyser les conditions qui favorisent ou entravent le développement d'initiatives de citoyenneté énergétique. L'implication de différents publics** joue aussi un rôle majeur dans le projet : un sondage et des ateliers citoyens auront pour objectif d'engager aussi bien des citoyens actifs que des groupes moins visibles. Le projet créera une boîte à outils pour soutenir les praticiens et les citoyens, s'appuyant notamment sur de nouveaux modèles économiques et d'innovation sociale pour faire avancer la citoyenneté énergétique.

L'IJD travaille sur ce projet principalement avec des universités, dont le coordinateur l'Université nationale d'Irlande Galway avec l'Université Libre de Bruxelles, l'Université de Maastricht (Pays-Bas), l'Université de Lettonie, l'Université Technique de Berlin et l'Université de La Corogne (Espagne), ainsi qu'avec deux associations : Greendependent en Hongrie, Applied Research and Communications Fund en Bulgarie. Le projet s'étend de mai 2021 à mai 2024.



FULFILL. Analyser le rôle de la sobriété pour respecter nos objectifs climatiques

Le projet H2020 FULFILL analyse le **rôle de la sobriété dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris**, à travers les changements de style de vie et l'engagement des citoyens. FULFILL comprend l'application du principe de sobriété comme la mise en place des conditions sociales, réglementaires et d'infrastructures permettant de changer les pratiques individuelles et collectives d'une manière qui réduit la demande d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et contribue simultanément au bien-être de la société.



Le projet élaborera un cadre conceptuel suivi d'un travail de terrain empirique dans cinq pays de l'UE et, à titre comparatif, en Inde pour fournir des résultats dans diverses conditions culturelles, politiques et économiques, et une **analyse approfondie des modes de vie sobres**. Il étudiera aussi les impacts de tels modes de vie, y compris sur la santé et le genre, aux **niveaux individuel et collectif**. Il développera une analyse d'impact au niveau macro, qui comprend des **indicateurs au-delà du PIB**. FULFILL impliquera des décideurs politiques et devra élaborer des stratégies de communication efficaces et des recommandations concrètes.

Le projet est mené par l'Institut Fraunhofer avec la participation d'acteurs de recherche (l'Institut de Wuppertal en Allemagne, l'École polytechnique de Milan et Eurac en Italie), d'associations (NégaWatt en France, le réseau international d'ONG INFORSE basé au Danemark et Zala Briviba en Lettonie). Le projet s'étend de octobre 2021 à octobre 2024.

REFEREE. Une application pour montrer les multiples bénéfices des politiques d'efficacité énergétique

Lancé à la fin de l'année 2020, ce projet européen de recherche, auquel participe notre centre énergie, met en avant les nombreux bénéfices que peuvent apporter les mesures d'efficacité énergétique, notamment pour la santé, la réduction des dépenses, la création d'emplois, l'environnement, ... Ces **bénéfices non-énergétiques seront quantifiés dans un outil permettant aux décideurs politiques et aux investisseurs de mieux les prendre en compte lorsqu'ils financent et mettent en place des mesures d'efficacité énergétique**, pour ainsi les encourager à de telles décisions. Les progrès d'efficacité énergétique sont essentiels pour améliorer le quotidien de nombreux Européens qui sont en situation de précarité énergétique, et pour atteindre la neutralité climatique



en Europe. L'Institut Jacques Delors est chargé de la communication et de la diffusion des résultats de ce projet, ainsi que de l'implication des usagers.

Le projet est mené par ISINNOVA (Italie), avec les cabinets indépendants Cambridge Econometrics (R-U) et MCRIT (Espagne), le think tank bulgare Center for the Study of Energy Democracy, le cabinet allemand BAUM Consult, et l'ONG belge European Environmental Bureau aux côtés de notre Institut. Le projet s'étend d'octobre 2020 à mars 2024.

SUN4ALL. Des communautés énergétiques pour une transition socialement juste

EuroSolar for All (Sun4All) vise à élaborer un **programme de soutien financier pour l'accès aux énergies renouvelables à destination des ménages en situation de précarité énergétique**. Il offre aux consommateurs vulnérables la possibilité de s'abonner à un programme de production d'énergie solaire localement, en communauté. Il s'agit d'optimiser les subventions sociales en les transformant en un investissement rentable pour les bénéficiaires. Le schéma s'inspire d'une initiative existante à New York, « Solar for All », et sera adapté et mis en œuvre dans quatre villes et régions d'Europe. Après y avoir testé et évalué le modèle, sa réplique et sa mise à l'échelle sont prévues dans au moins dix autres villes de l'UE pour pérenniser le programme.



L'IJD contribue aux actions pour inscrire le programme dans la lutte plus générale contre la précarité énergétique et, à partir de ces travaux, formuler des messages à l'attention des décideurs. Le projet est porté par un consortium mixte comprenant des municipalités (Communauté de Communes Coeur de Savoie, Roma Capitale, Almada City Council (Portugal), Local Governments for Sustainability, European Secretariat (ICLEI EURO), des acteurs publics (Agencia de l'Energia de Barcelona, Agencia Municipal de Energia de Almada) et des universités (University of Stavanger, INES Plateforme Formation & Evaluation, Sapienza Universita' di Roma), sous coordination de la société Ecoserveis. Le projet s'étend d'octobre 2021 à septembre 2024.

I La politique européenne de l'énergie face à la crise des prix

Notre centre énergie poursuivra ses analyses du paquet législatif européen "Fit for 55" (-55% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030), ainsi que le plan RepowerEU, qui vise à mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles russes d'ici à la même échéance. Les

dossiers des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique des bâtiments, des marchés du carbone, de protection des plus vulnérables et l'essor de l'hydrogène continueront d'être suivis, en liaison avec Europe Jacques Delors.

Notre attention portera tout particulièrement sur la prochaine **réforme du marché européen de l'électricité** qui doit répondre à la crise des prix pour

tous les acteurs, tout en sécurisant notre approvisionnement. Nous continuerons de suivre attentivement la mise en œuvre en France du Pacte vert européen. Au-delà, les immenses défis européens soulevés par ces **questions invite à**

relancer l'Union de l'énergie, que Jacques Delors appelait de ses vœux dès 2010, avec en ligne de mire les élections européennes de 2024 et le programme de travail de la prochaine Commission déjà à bâtir.

Projet ECF. Ancrer le Pacte vert en France et soutenir une contribution française ambitieuse à l'agenda climatique européen

Avec le soutien renouvelé de la fondation européenne pour le climat (ECF), notre centre énergie continuera ses travaux d'information auprès des décideurs politiques français afin de s'assurer, dans un paysage politique hexagonal mouvant, que les objectifs du Pacte vert européen soient compris et intégrés dans l'élaboration de la future stratégie énergétique française. Une telle stratégie devrait conduire la France à accélérer le déploiement du Pacte vert européen, notamment au travers du concept de planification écologique sur lequel l'Institut a travaillé au cours de l'année écoulée. La réponse à la crise énergétique sera également l'occasion de **sensibiliser l'écosystème français au rôle crucial que peut jouer l'Union européenne dans la quête d'une souveraineté énergétique** et de la lutte contre le changement climatique, notamment en amont des élections européennes de 2024. Enfin, en se positionnant de manière offensive dans l'élaboration de mesures de sobriété énergétique et de développement de nouvelles méthodes pour promouvoir des politiques publiques vertes, la France a également l'occasion de se positionner en fer de lance de la transition énergétique en Europe, une ambition que le centre énergie accompagnera.

I Une politique industrielle de l'UE plus active

Ces dernières années, l'UE s'est tournée vers une politique industrielle plus active, motivée par la nécessité d'accélérer les transitions verte et numérique et de répondre plus largement au contexte géoéconomique. Les "projets importants d'intérêt européen commun" (PIIEC) deviennent un instrument-clé de ce qui dessine une politique industrielle de l'UE. Ils permettent aux États membres de soutenir les entreprises qui contribuent à la réalisation des priorités communes de l'Union. A la suite d'une première recherche réalisée en 2022, nous analyserons en 2023 **comment l'Europe**

peut transformer les PIIEC d'un exercice ad hoc et largement national à une caractéristique plus permanente d'une politique industrielle de l'UE, tout en réduisant les tensions avec la politique européenne de concurrence. Il s'agit notamment d'étudier comment garantir un financement suffisant aux niveaux européen et national, de permettre un accès plus équitable aux processus de ces projets et de réfléchir à des mécanismes de mise en œuvre et d'évaluation plus cohérents et plus étendus.

I Une nouvelle architecture budgétaire pour l'UE

Les différentes tempêtes que l'Europe a essuyées ces dernières années ont mis en évidence le besoin de repenser en profondeur l'architecture budgétaire européenne. Début 2023, la Commission présentera une proposition législative, qui sera suivie de négociations intensives, dans le but d'adopter **un nouveau Pacte de stabilité et de croissance** avant que la suspension des règles budgétaires actuelles ne prenne fin en décembre 2023. Nous accompagnerons de près ce processus, en analysant la proposition de la Commission et les positions du Conseil et du Parlement européen, en assumant plusieurs rôles. Premièrement, nous remplirons une fonction pédagogique, en expliquant et en vulgarisant les conséquences politiques, économiques et sociales concrètes de la réforme pour un public plus large. Deuxièmement, en concertation avec le Centre Jacques Delors (Berlin), nous jouerons un rôle de facilitateur, en identifiant les éléments potentiels de compromis entre les Etats membres aux opinions divergentes, et en les intégrant dans le processus de négociation. Troisièmement, nous inciterons les différentes parties prenantes à négocier la réforme de règles et d'institutions budgétaires d'une manière intégrée, en tenant compte des questions plus larges de la gouvernance économique européenne. Cela inclut notamment la nécessité de moyens budgétaires supplémentaires au niveau européen (nouveau fonds d'investissement, capacité budgétaire).

La réforme des règles budgétaires survient alors que l'Union est confrontée à des demandes de dépenses supplémentaires substantielles découlant de la guerre et de la crise énergétique.

Il est aussi indispensable de garantir l'investissement public suffisant pour accompagner la transition énergétique et renforcer l'autonomie stratégique de l'Union. A cette fin, notre Institut participera activement aux débats sur **l'avenir de "Next Generation EU" et la création de nouveaux instruments d'endettement commun**. L'expansion de la "galaxie" d'instruments hors budget européen (nouveaux instruments d'assistance financière, fonds fiduciaires,...) soulève aussi des questions plus générales sur **la manière de financer, décider et contrôler l'utilisation des ressources budgétaires mises en commun**. Nous poursuivrons nos travaux sur ces sujets de manière à nourrir les réflexions sur la **révision du cadre financier pluriannuel 2021-2027** annoncée pour le deuxième trimestre 2023 et les travaux législatifs en cours pour **l'adoption de nouvelles ressources propres**. Enfin, nous continuerons à suivre de près **la mise en œuvre des plans de relance** consécutifs au Covid, qui devient encore plus nécessaire face à une croissance très ralentie, mais dont l'effet risque d'être entravé par une inflation élevée, une augmentation des prix de production dans certains secteurs clés et les pénuries d'emploi.

I Nouveaux défis sociaux à relever

La pandémie de Covid a posé un ensemble de défis sociaux, notamment **l'accélération des transformations en cours sur le marché du travail** qui découlent des transitions verte et numérique. La guerre en Ukraine en ajoute de nouveaux : la crise énergétique et l'inflation ont un impact sur le pouvoir d'achat des ménages et l'activité des entreprises, entraînant un **risque de hausse de la pauvreté et de pertes d'emplois**. Ces nouveaux défis et les réponses qui y seront apportées au

niveau européen seront au cœur des travaux sociaux de notre Institut en 2023.

Proclamée **l'Année européenne des compétences**, nous reprendrons dans ce cadre nos travaux engagés sur la formation tout au long de la vie. La requalification et la mise à niveau des compétences des travailleurs sont un impératif afin de garantir, d'une part, que les travailleurs peuvent bénéficier pleinement des transitions en cours sur le marché du travail et, d'autre part, permettre aux employeurs d'avoir accès à une main d'œuvre dotée des compétences dont ils ont besoin. Alors que le risque existe que la transition énergétique ne soit freinée par le manque de travailleurs qualifiés pour les nouveaux emplois créés, une attention particulière sera accordée à l'identification et au développement des **compétences vertes**.

Les évolutions en cours sur le marché du travail en Europe – telles que le développement du travail atypique ou l'essor du télétravail – se traduisent par des réponses nationales très diverses. L'UE a un rôle à jouer pour **garantir la protection des travailleurs**. A cette fin, nous mettrons l'accent sur **les droits des travailleurs des plateformes**, notamment en matière d'accès à la protection sociale, ainsi que ceux des télétravailleurs, en particulier le **droit à la déconnexion numérique**.

L'IJD poursuivra également ses travaux sur la promotion de **l'égalité entre les femmes et les hommes** et les réponses au **vieillessement de la population** et autres défis démographiques.



Démocratie, gouvernance et élargissement

I Avenir de la démocratie libérale

Alors que la question de l'évolution illibérale et autoritaire de certains Etats membres comme la Hongrie se durcit, notre Institut poursuivra ses analyses sur la **défense des valeurs politiques et de l'état de droit** au sein de l'Union européenne. Nos travaux mettront l'accent sur la nécessité et les éléments de contenu d'une stratégie politique, et non uniquement institutionnelle et budgétaire, pour tenter de contrer ces évolutions conduisant à une mise en cause de la démocratie libérale en Europe.

Parallèlement, dans le contexte actuel de défiance croissante à l'égard des mécanismes de la démocratie électorale et représentative et de la **montée des populismes et des extrémismes**, à l'instar des élections récentes en France, en Suède et en Italie, un suivi de la vie politique et des grandes élections nationales dans les Etats membres devra être organisé. Ainsi les **élections en Pologne et en Espagne** attendues fin 2023 devront faire l'objet d'un examen attentif. Il comprendra aussi l'analyse d'impact de ces dynamiques nationales sur les relations de pouvoir parmi les Vingt-Sept, dans un contexte de transformation des rapports de force politique et

des jeux d'influence entre Etats sous l'effet notamment de la guerre en Ukraine.

Une attention particulière sera portée aux **transformations profondes amorcées en Allemagne (Zeitenwende), dont les repères sécuritaire, énergétique et commercial sont complètement bousculés**. Les rapports avec la France seront aussi analysés dans leur rôle d'impulsion du projet européen, au moment du 60^e anniversaire du traité liant nos deux pays.

Enfin, il s'agira de se préparer aux élections européennes en 2024. Dans cette perspective, notre **Observatoire politique du Parlement européen**, pilotée par Christine Verger, prévoit un certain nombre de publications à venir sur les **partis politiques européens**, les spécificités de l'institution parlementaire européenne ainsi que sur ses dynamiques de vote. En outre, nous poursuivrons notre série de **portraits de députés européens** de différents partis et nationalités.

Un **bilan de la législature 2019-2024** est envisagé, à partir notamment d'une analyse des votes au Parlement européen, afin de mettre en lumière la nature des coalitions majoritaires à géométrie variable ainsi que l'impact des rapports de force des élections de 2019.

I Gouvernance européenne en temps de crise

Les tempêtes concomitantes auxquelles est confrontée l'Union mettent en jeu la capacité de l'UE et de ses Etats membres à répondre aux attentes des citoyens face aux "chocs de souveraineté" qui les affectent : énergie, sécurité et défense, etc. Ces "chocs" rendent indispensable

de réfléchir aux moyens de **renforcer la capacité de prise de décision de l'UE en circonstances exceptionnelles** : quelles réformes institutionnelles pour répondre au double défi de l'efficacité décisionnelle et de la légitimité démocratique ? Dans le prolongement des travaux conduits par l'IJD ces derniers mois sur le sujet, le nouveau projet HorizonEurope apportera une contribution supplémentaire à cette réflexion urgente.

REGROUP. Renforcer la gouvernance de crise

Intitulé au complet *Rebuilding governance and resilience out of the pandemic* (Regroup), ce projet de recherche Horizon Europe a pour objet l'analyse des conséquences de la crise Covid et d'autres crises sur la gouvernance et les politiques publiques aux niveaux national, européen et international. Notre think tank conduira des recherches sur l'impact des crises sur l'intégration européenne. Il étudiera la performance des institutions multilatérales dans le contexte de la pandémie et d'autres crises mondiales.

En pratique, nous organiserons un atelier académique à Paris et réaliserons un exercice réduit de démocratie délibérative pour étudier les attitudes de défiance des citoyens et celle devant la désinformation, en vue d'un rapport. L'exercice français contribuera, avec des exercices similaires menés dans quatre autres pays, à un "mini-public européen" organisé à Bruxelles.

Le projet, démarré à l'automne 2022 et qui durera jusqu'en 2025, est coordonné par l'université néerlandaise de Groningue. Notre Institut y participe avec 12 autres institutions.

La question de la gouvernance européenne est aussi soulevée dans la perspective d'un élargissement possible de l'UE dans les années à venir.



I Politique d'élargissement et relations au continent

La guerre en Ukraine a replacé l'élargissement dans l'agenda politique européen. Les statuts de candidat reconnus rapidement à ce pays et à la Moldavie et dernièrement à la Bosnie-Herzégovine, les négociations d'adhésion finalement

ouvertes avec la Macédoine du Nord et avec l'Albanie, sont les récentes avancées d'une politique qui semblait au point mort. L'élargissement est un processus inséparable d'une réflexion plus large sur l'unité du continent dans laquelle s'inscrit le nouveau projet de Communauté politique européenne, lancé par le président Macron et objet d'un sommet fondateur à Prague le 6 octobre dernier. Parce qu'il

interroge la construction européenne dans ses dimensions historique, géographique et institutionnelle, parce qu'il en accomplit le dessein européen tout en en modifiant le cours, l'élargissement mérite

de la part de notre Institut une attention approfondie et continue, en particulier dans une France devenant moins rétive à son égard, c'est l'objet de notre nouveau **Centre Grande Europe**.

NOUVEAU. Le Centre Grande Europe

Soutenu par la fondation Open Society, ce nouveau centre, qui tire son nom d'une expression delorienne, sera dédié aux questions de l'élargissement. Il portera une attention particulière aux Balkans occidentaux. Par ses publications, ses événements, ses échanges et formations, il permettra une meilleure connaissance des pays-candidats et développera une analyse des enjeux de leur adhésion et plus largement de l'architecture du continent, que bouscule l'actuelle guerre en Ukraine et à laquelle cherche à répondre la Communauté politique européenne. Ses activités projetées en 2023 seront :

I RECHERCHE ET EXPERTISE

- Publications, en partenariat avec des think-tanks basés dans les Balkans occidentaux, consacré(s) à la thématique d'« adhésion graduelle », avec l'objectif de suggérer, pour chaque pays candidat, un agenda pour rendre ce concept effectif.
- Poursuite de la réflexion sur la Communauté politique européenne dans le cadre d'un groupe de travail conjoint avec Sciences Po (PSIA), réunissant universitaires et experts de différents pays européens.
- Analyse des rapports réguliers de la Commission sur les pays candidats, en partenariat avec un think-tank du pays concerné.
- Monitoring de la situation en Turquie, en vue des élections du printemps 2023
- Echanges virtuels avec des chercheurs des think-tanks de la région pour échanger sur l'actualité européenne.

I SENSIBILISATION ET INFLUENCE

- Accueil de visiting fellows des Balkans occidentaux pour des séjours d'étude en France de 2 à 3 semaines (rencontres, interventions) et de décideurs de la région.
- Veille d'informations sur l'actualité concernant les Balkans occidentaux, les questions d'élargissement de l'UE et la CPE, avec une diffusion auprès d'un réseau de contacts de haut niveau.
- Constitution d'un club des responsables intéressés en France par les questions de l'élargissement.

I VISIBILITÉ ET DÉBAT PUBLIC

- Webinaires (« Euroquestions »)
- Interventions dans les médias et lors d'événements destinés au grand public.
- Tribunes conjointes du centre avec partenaires de la région.
- Communication et formation visant les jeunes

Le Centre est développé au sein de l'IJD et en partenariat avec le campus européen de Sciences Po à Dijon. Confié à Lukas Macek, son chef, le Centre comprendra un conseiller, un chercheur senior, un chercheur junior et un stagiaire. Cette équipe pourra être épaulée par un ou plusieurs chercheurs associés au Centre et par un réseau informel d'experts (club). Il pourra faire appel à des vacataires étudiants recrutés ponctuellement, notamment au niveau du campus de Sciences Po à Dijon, en fonction des besoins des projets.

Jeunesse et culture européenne

I Académie Notre Europe



Notre Académie propose un **parcours de formation à la citoyenneté européenne à destination des jeunes de 18 à 30 ans**. Gratuit, il comprend neuf sessions mensuelles thématiques, dont un voyage à la découverte des institutions européennes. Cette formation donne l'opportunité aux jeunes d'interagir avec des personnalités ayant construit l'Europe et propose des formats d'apprentissage innovants (ateliers, jeux de simulations, etc.). La promotion 2022-2023, lancée le 14 octobre 2022 avec Laurence Boone, est composée de **100 jeunes de 20 nationalités différentes et aux profils variés**. Afin de permettre aux jeunes non résidant en Ile-de-France de participer à l'Académie, nous avons pérennisé la possibilité de suivi à distance ; parmi les jeunes de cette sixième promotion, la moitié suit le parcours à distance. Ceux qui suivent le parcours en présentiel s'engagent aussi

dans des **projets pédagogiques**, notamment l'organisation d'événements, la création de contenus (podcasts, vidéos, articles, infographies etc), l'animation de débats ou encore des interventions dans des établissements scolaires. Le thème de cette sixième promotion de l'Académie est la transition écologique.

I Conférence Jacques Delors



La Conférence Jacques Delors est l'événement annuel qui clôture, depuis 2020, le parcours de l'Académie Notre Europe. Cet événement est **ouvert à tous les jeunes de 16 à 30 ans**. L'édition 2023, qui aura lieu début juin, sera placée sous le signe de la **transition écologique** et réunira, comme lors des deux premières éditions, plusieurs centaines de jeunes. Soutenue par la fondation Gulbenkian, la Macif, le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et la Région Ile-

de-France, la Conférence accueille une **grande personnalité** donne la **parole aux jeunes** lors de dialogues avec des décideurs européens, d'ateliers avec des organismes associatifs. Elle offre aussi un **regard culturel** sur le projet européen.

I Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe »



Cette année encore, l'Institut participera au jury et soutiendra l'organisation de ce prix qui récompense un ouvrage sur l'Europe

destiné à un public lycéen, auprès duquel il sera promu. En 2022, ce prix annoncé à l'occasion de la Conférence Jacques Delors a été attribué à Alexandra Goujon pour *Ukraine, de l'Europe à la guerre* et à Gilles Grin pour *Construction européenne, la révolution d'un continent*.

I Le cinéma européen

Cycle culturel autour du cinéma en Europe

- Exposition virtuelle sur le cinéma d'animation dans plusieurs pays européens
- Une infographie sur le cinéma européen
- D'autres événements et publications devraient être organisés autour de l'avenir du cinéma européen.

Des événements et des échanges avec le soutien de nos partenaires

Toute l'année 2022, l'Institut Jacques Delors a organisé des conférences publiques, séminaires d'experts et rencontres de haut niveau, en étroite collaboration avec ses partenaires financiers, auprès desquels elle fait valoir son expertise européenne indépendante.



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101051576 – IJD 2022.

